ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 octobre 1988, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au recrutement et à la formation de candidats officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical", et en ayant délibéré en ses séances des 20 mars, 10 avril et 17 avril 1989, a donné le 17 avril 1989 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 oktober 1988 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de werving en de vorming van kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 20 maart, 10 april en 17 april 1989 en op 17 april 1989 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Selon l'article 1er du projet, celui-ci a pour objet de recruter et de former des candidats officiers de carrière dans les catégories du recrutement normal, complémentaire ou spécial.

Afin de faire apparaître que le champ d'application de la réglementation en projet est limitée, il est suggéré de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif au recrutement et à la formation de certains candidats officiers ...".

PREAMBULE.

Seul l' alinéa 3 du préambule constitue le fondement légal de l'arrêté en projet.

Les alinéas 1er, 2 et 4, qui ne sont pas utiles à la compréhension du projet, doivent être omis.

DISPOSITIF.

Chapitre II.

Conformément à l'usage, il y a lieu d'écrire : "Du recrutement et de l'agrément des candidats officiers".

.../...

L'observation vaut pour la plupart des chapitres et sections du projet.

Article 2.

La division d'un article en paragraphes ne se justifie que lorsqu'il faut grouper plusieurs alinéas au sein d'un même paragraphe. Elle doit donc être supprimée à l'article 2.

La même observation vaut pour les articles 5, 8, 9, 12, 15, 21, 27, 28, 29, 31, 34 et 39.

Article 3.

Paragraphes 1er et 2.

De l'accord de l'officier délégué, le texte serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. Pour être admis à recevoir la formation d'officier de carrière visée aux articles 12 ou 15, le candidat doit se classer en ordre utile au concours d'admission à la première année d'un institut supérieur industriel ou de l'école supérieure de navigation, en fonction du nombre de places fixées en vertu de l'article 2.

.../...

"§ 2. Pour pouvoir participer au concours d'admission visé au paragraphe 1er, le candidat doit :

1° être Belge;

2° être âgé de 17 ans au moins le 31 décembre de l'année où les épreuves ont lieu et ne pas avoir dépassé l'âge lui permettant d'être nommé sous-lieutenant ou enseigne de vaisseau de deuxième classe ainsi qu'il est dit aux articles 33 et 36;

3° s'il n'a pas atteint l'âge de 18 ans et qu'il est mineur non émancipé, justifier du consentement de celui ou de ceux qui exercent à son égard l'autorité parentale;

4° posséder les qualités morales indispensables à l'état d'officier; le Ministre de la Défense nationale apprécie si le candidat possède ces qualités;

5° être de conduite irréprochable;

6° ne pas appartenir aux catégories de personnes visées à l'article 6 de l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et rengagements volontaires en temps de paix;

7° être porteur d'un des titres d'admission à l'enseignement supérieur fixés par l'article 5 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et sur le programme des examens universitaires;

8° être exempt des maladies et des infirmités déterminées par le Roi et posséder le profil médical déterminé par le Roi;

9° avoir satisfait à une épreuve de condition physique et à un examen psychotechnique".

Paragraphe 3, alinéa 2.

Cette disposition vise l'examen médical spécial auquel sont soumis les candidats à l'école supérieure de navigation. L'aptitude physique exigée des officiers de pont de la force navale n'est déterminée par aucun arrêté royal.

L'alinéa 2 du paragraphe 3 doit donc être omis en attendant qu'un arrêté royal vienne préciser quelle est l'aptitude physique exigée des officiers de pont de la force navale.

Il ne peut en tout cas recevoir application aussi longtemps qu'un tel arrêté n'aura pas été pris. Un simple règlement interne ne peut entre temps en tenir lieu.

La même observation vaut pour l'article 8, § 2, l'article 17 et l'article 22 partim du projet (devenant l'article 21).

Article 4.

Compte tenu de la nouvelle rédaction de l'article 3, § 1er, proposée ci-avant, l'alinéa 1er du paragraphe 2 est superflu et doit donc être omis.

De l'accord de l'officier délégué, le paragraphe 2 pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"§ 2. Les candidats qui n'ont pas été classés en ordre utile à l'issue de ce concours peuvent ... (la suite comme au projet)".

Article 5.

Dans le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, il faut écrire : "en vertu de l'article 2, alinéa 1er".

Dans le paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il faut écrire : "Les alinéas 1er et 2 s'appliquent ...".

Article 6.

Paragraphe 1er.

La référence à l'article 5, § 1er, est de nature à induire en erreur vu que l'article 6 vise tous les candidats au recrutement complémentaire, et pas seulement ceux qui sont candidats à un recrutement complémentaire pour un institut supérieur industriel. Il est dès lors préférable de se référer au concours d'admission "visé à l'article 5".

La même observation vaut pour le paragraphe 2 de l'article 6.

D'autre part, tenant compte de la rédaction proposée pour le paragraphe 2 de l'article 3, les références aux 1°, 3° et 4° doivent être remplacées par des références aux 2°, 6° et 9°.

Article 8.

Paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er).

Il n'est pas d'usage de mettre entre parenthèses une partie d'un texte normatif. Le 2° doit donc être rédigé comme suit :

"2° être âgé au maximum de 33 ans, de 25 ans pour le personnel navigant élève à la force aérienne ou de 28 ans pour le personnel navigant élève à la force terrestre et à la force navale, le 31 décembre de l'année au cours de laquelle commence la formation;".

Au 3°, tenant compte de la nouvelle rédaction de l'article 3, il y a lieu d'écrire :

"3° remplir les conditions fixées à l'article 3, § 2, 6° et 9°;".

Paragraphe 2 (devenant l'alinéa 2).

Il y a lieu de se reporter à l'observation formulée à propos de l'article 3, § 3, alinéa 2, du projet.

.../...

Article 9.

Paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er).

Il n'est pas d'usage d'indiquer les modifications apportées au texte auquel il est fait référence. Il faut dès lors omettre, au 1°, les mots "modifié par les lois des 30 juillet 1955 et 13 novembre 1974".

Dans le même esprit, les mots "modifié par la loi du 30 juillet 1955" doivent être omis dans l'article 12, § 2 (devenant alinéa 2), l'article 15, § 2 (devenant alinéa 2), l'article 18, § 2 (devenant l'article 20), et l'article 21, § 2 (devenant également l'article 20).

Articles 10 et 11.

L'admission des candidats à la formation d'officier semble automatique dès que ceux-ci remplissent les conditions prévues au chapitre II, sections première à III, de l'arrêté en projet. Aussi mieux vaudrait, à l'exemple de l'article 12 de l'arrêté royal du 20 juin 1975 relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des candidats officiers médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires de carrière, prévoir que les candidats qui sont admis à la formation d'officier conformément aux sections première à III du chapitre II acquièrent la qualité de candidat officier de carrière le jour de leur admission à cette formation et préciser que cette acquisition est subordonnée à la souscription par les intéressés d'un engagement ou d'un rengagement initial en qualité de candidat officier de carrière.

.../...

Articles 12 à 14.

Article 12, paragraphe 1er (devenant alinéa 1er), 1°.

Selon les deux phrases incidentes figurant sous le 1°, le Ministre peut, à la fin de l'instruction initiale, retirer la qualité de candidat officier de carrière à celui qui ne possède pas les qualités physiques et caractérielles indispensables à l'état d'officier.

Le pouvoir ainsi conféré au Ministre n'est assorti d'aucune garantie quant au caractère objectif de l'appréciation des qualités physiques et caractérielles du candidat.

Le texte devrait être précisé sur ce point.

+

Il est proposé de rédiger les articles 12, 13 et 14 comme suit :

"Article 12.-

Le cycle de formation des candidats officiers re-

.../...

crutés pour un institut supérieur industriel, comprend trois parties :

1° une instruction militaire de base;

2° les cours dans un institut supérieur ... (la suite comme au projet);

3° les cours de perfectionnement.

Ce cycle de formation est complété par des cours de langue préparatoires ... (la suite comme à l'article 12, § 2, du projet, sauf à supprimer les mots "modifié par la loi du 30 juillet 1955").

Article 13.-

L'instruction militaire de base doit permettre de juger si les candidats possèdent les qualités physiques et caractérielles indispensables à l'état d'officier.

A la fin de celle-ci, le Ministre retire la qualité de candidat officier de carrière à celui qui ne donne pas satisfaction.

... (texte à insérer à la suite de l'observation formulée ci-dessus à propos de l'article 12, § 1er, du projet).

.../...

Article 14.-

En vue de leur admission à la troisième partie du cycle de formation, les candidats choisissent le corps pour lequel ils seront formés, dans l'ordre de leur classement aux épreuves visées à l'article 12, alinéa 1er, 1° et 2°; toutefois, ... (la suite comme à l'article 13 du projet).

Le cycle de formation est clôturé par une épreuve professionnelle. Celle-ci porte sur les connaissances acquises par le candidat au cours de sa formation, y compris les cours de perfectionnement et les cours de formation militaire, et a pour but de vérifier s'il est en mesure de remplir les fonctions d'officier".

Articles 15 et 16.

De l'accord de l'officier délégué, la rédaction suivante est proposée :

"Article 15.-

Le cycle de formation des candidats recrutés pour l'école supérieure de navigation comprend trois parties :

1° l'instruction militaire de base visée à l'article 12, alinéa 1er;

2° ... (comme à l'article 15, § 1er, 2°, du projet, sauf à remplacer le mot "proeven" par le mot "examens" dans le texte néerlandais;

3° les cours à l'école d'application de la force navale.

.../...

Ce cycle de formation est complété par ... (la suite comme à l'article 15, § 2, du projet, sauf à supprimer les mots "modifié par la loi du 30 juillet 1955").

Article 16.-

Le cycle de formation est clôturé par une épreuve professionnelle. Celle-ci porte sur les connaissances acquises par le candidat au cours de sa formation, y compris les cours à l'école d'application de la force navale et les cours de formation militaire, et a pour but ... (la suite comme au projet)".

Article 17.

Il y a lieu de se reporter à l'observation formulée à propos de l'article 3, § 3, alinéa 2, du projet.

Articles 18 à 21 (devenant les articles 17 à 20).

De l'accord de l'officier délégué, le texte suivant est proposé :

"Article 17.-

Le cycle de formation des candidats officiers de carrière issus du recrutement spécial a une durée de deux ans.

.../...

A l'exception de la formation des candidats officiers de pont de la force navale, visée à l'article 19, la formation des candidats officiers de carrière issus du recrutement spécial comprend :

1° l'instruction militaire de base visée à l'article 12, alinéa 1er, 1°;

2° les cours de perfectionnement dans une école d'officiers;

3° un stage dans une unité.

Article 18.-

En vue de leur admission à la seconde partie du cycle de formation, les candidats choisissent le corps pour lequel ils seront formés dans l'ordre de leur classement aux épreuves visées à l'article 9, alinéa 1er, et à l'article 17, alinéa 2, 1°; toutefois, ... (la suite comme à l'article 19, deuxième phrase, du projet).

Le cycle de formation est clôturé par une épreuve professionnelle. Celle-ci, qui a lieu à l'issue du stage, porte sur les connaissances acquises par le candidat au cours de sa formation et ... (la suite comme à l'article 20 du projet).

Article 19.-

La formation des candidats officiers de pont de la force navale issus du recrutement spécial comprend les parties visées à l'article 15, alinéa 1er, 1° et 3°.

.../...

Leur formation est clôturée par l'épreuve professionnelle visée à l'article 16.

Article 20.-

La formation des candidats officiers de carrière issus du recrutement spécial est complétée par des cours de langues préparatoires aux examens sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale prévus par l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée".

Article 22 (devenant l'article 21).

En ce qui concerne l'aptitude physique exigée des officiers de pont, il y a lieu de se reporter à l'observation formulée à propos de l'article 3, § 3, alinéa 2.

Article 24 (devenant l'article 23).

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire, à l'alinéa 2, "vastgesteld" au lieu de "besloten", et, à l'alinéa 3, "van de examencommissies voor het vakexamen" au lieu de "van de examenjury's voor het beroepsexamen".

.../...

Article 27 (devenant l'article 26).

Paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er).

1. Selon cette disposition, le candidat qui échoue peut être autorisé par le chef de l'état-major général à recommencer soit une année de formation, soit l'épreuve professionnelle.

D'après les explications fournies au Conseil d'Etat, cette autorisation ne serait refusée qu'en cas de négligence du candidat. Cette précision devrait être formulée dans le texte. Ce n'est qu'à la condition que le pouvoir prévu par cette disposition soit aussi limité, que la délégation de ce pouvoir au chef de l'état-major général peut être admise.

La même observation vaut pour l'article 28, § 1er (devenant l'article 27, alinéa 1er).

2. Les références figurant au 1° et au 2° doivent être adaptées à la nouvelle rédaction proposée par le Conseil d'Etat. Il y a lieu en conséquence d'y remplacer le signe "§" par le mot alinéa.

Paragraphe 2.

Il y a lieu de compléter la mention de la loi du 30 juillet 1938 par son intitulé qui est : "concernant l'usage des langues à l'armée".

.../...

L'observation vaut pour toutes les dispositions du projet où il est fait référence à ladite loi.

Article 28 (devenant l'article 27).

Au paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire : "Dans les cas visés aux alinéas 1er et 2, ...".

Article 32 (devenant l'article 31).

Il y a lieu d'écrire "entre eux" sans trait d'union.

La même observation vaut pour l'article 35 (devenant l'article 33).

Article 33 (devenant l'article 32).

A la fin de l'alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "visés à l'article 12, alinéa 1er, 3°".

Article 36 (devenant l'article 35).

A la fin de l'alinéa 1er, il faut écrire "visés à l'article 15, alinéa 1er, 3°".

.../...

Aux alinéas 2 et 3, il faut écrire respectivement "articles 26 et 28" et "article 25".

Article 37 (devenant l'article 36).

Compte tenu de la nouvelle rédaction, il y a lieu d'écrire à l'alinéa 1er, 1°, "à l'article 17 ou 19".

La même observation vaut pour l'article 38 (devenant l'article 37), alinéa 2.

Article 39 (devenant l'article 38).

Au paragraphe 1er (devenant l'alinéa 1er), 1°, il y a lieu d'écrire "la commission militaire d'aptitude et de réforme" et non "une commission militaire d'aptitude et de réforme", à l'exemple de l'article 16, § 2, de l'arrêté royal du 28 août 1981 relatif aux critères médicaux d'aptitude et aux examens d'admission dans les cadres actifs des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, qui vise l'avis de la commission militaire d'aptitude et de réforme, que celui-ci soit rendu par la commission militaire d'aptitude et de réforme siégeant en première instance ou par la commission d'appel.

.../...

Article 42.

L'article traitant d'une matière étrangère à celle du projet, il devrait faire l'objet d'un arrêté distinct.

Article 44 (devenant l'article 42).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"L'arrêté royal du 17 décembre 1963 relatif au recrutement et à la formation, par la voie du cadre, des candidats officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale, reste applicable aux candidats officiers de carrière qui ont été agréés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté".

OBSERVATION FINALE.

L'arrêté royal en projet devra éventuellement être complété de manière à tenir compte des observations formulées par le Conseil d'Etat dans l'avis qu'il donne ce jour, sous le n° 18.775/9, au sujet du projet d'arrêté ministériel relatif au recrutement et à la formation de candidats officiers de carrière des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

OPSCHRIFT.

Het ontwerp heeft volgens artikel 1 tot doel kandidaat-beroepsofficieren aan te werven en op te leiden in de categorieën van de normale, de aanvullende of de bijzondere werving.

Om te doen uitkomen dat de werkingssfeer van de ontworpen regeling beperkt is, wordt in overweging gegeven het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit betreffende de werving en de opleiding van bepaalde kandidaat-beroepsofficieren ...".

AANHEF.

Alleen het derde lid van de aanhef vormt de rechtsgrond van het ontworpen besluit.

Het eerste, tweede en vierde lid zijn niet dienstig voor een goed begrip van het ontwerp en moeten derhalve vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Hoofdstuk II.

Overeenkomstig het gebruik schrijve men in de Franse tekst : "Du recrutement et de l'agrément des candidats officiers".

.../...

De opmerking geldt voor de meeste hoofdstukken en afdelingen van het ontwerp.

Artikel 2.

De indeling van een artikel in paragrafen is alleen verantwoord wanneer men verscheidene leden moet groeperen in een zelfde paragraaf. Ze moet bijgevolg vervallen in artikel 2.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 5, 8, 9, 12, 15, 21, 27, 28, 29, 31, 34 en 39.

Artikel 3.

Paragrafen 1 en 2.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de tekst beter als volgt zou worden geredigeerd :

"§ 1. Om tot de in de artikelen 12 of 15 bedoelde opleiding van beroepsofficier te worden toegelaten, moet de kandidaat batig gerangschikt worden in het vergelijkend examen voor toelating tot het eerste jaar van een industriële hogeschool of van de hogere zeevaartschool, afhankelijk van het aantal plaatsen, bepaald ingevolge artikel 2.

§ 2. Om aan het in paragraaf 1 bedoelde vergelijkend toelatingsexamen te kunnen deelnemen, moet de kandidaat :

.../...

1° Belg zijn;

2° ten minste 17 jaar oud zijn op 31 december van het jaar waarin de examens plaatsvinden en de leeftijd niet overschreden hebben om te kunnen worden benoemd tot onderluitenant of tot vaandrig-ter-zee tweede klasse, zoals bepaald bij de artikelen 33 en 36;

3° indien hij de leeftijd van 18 jaar niet bereikt heeft en een niet ontvoogde minderjarige is, laten blijken van de toestemming van degene of degenen die te zijnen opzichte de ouderlijke macht uitoefenen;

4° de voor de staat van officier onontbeerlijke morele hoedanigheden bezitten; de Minister van Landsverdediging oordeelt of de kandidaat die hoedanigheid bezit;

5° van onberispelijk gedrag zijn;

6° niet behoren tot de categorieën van personen bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd;

7° houder zijn van één van de titels die toegang verlenen tot het hoger onderwijs, die bepaald zijn bij artikel 5 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens;

8° vrij zijn van de door de Koning bepaalde ziekten en lichaamsgebreken en het door de Koning bepaalde medisch profiel bezitten;

9° geslaagd zijn voor een proef van lichamelijke geschiktheid en een psychotechnisch examen".

.../...

Paragraaf 3, tweede lid.

Die bepaling doelt op het speciaal geneeskundig onderzoek dat de kandidaten voor de hogere zeevaartschool moeten ondergaan. De lichamelijke geschiktheid die vereist wordt van de dekofficieren van de zeemacht wordt door geen enkel koninklijk besluit bepaald.

Het tweede lid van paragraaf 3 moet bijgevolg vervallen in afwachting dat een koninklijk besluit nader zal bepalen welke lichamelijke geschiktheid wordt vereist van de dekofficieren van de zeemacht.

Het mag in geen geval toepassing krijgen zolang dergelijk besluit niet genomen is. Een gewone interne regeling mag er intussen niet voor in de plaats komen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 8, § 2, artikel 17 en een deel van artikel 22 (dat artikel 21 wordt) van het ontwerp.

Artikel 4.

Gelet op de nieuwe redactie van artikel 3, § 1, die hierboven is voorgesteld, moet het eerste lid van paragraaf 2 als overbodig vervallen.

De gemachtigde officier is het ermee eens dat paragraaf 2 derhalve als volgt geredigeerd zou kunnen worden :

"§ 2. De kandidaten die niet batig gerangschikt zijn na dat vergelijkend examen kunnen, voor zover zij bij hun inschrijving daartoe de wens hebben uitgedrukt, eveneens opgenomen worden in ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 5.

In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men : "krachtens artikel 2, eerste lid".

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men : "Het eerste en het tweede lid gelden ...".

Artikel 6.

Paragraaf 1.

De verwijzing naar artikel 5, § 1, kan verwarring stichten, aangezien artikel 6 handelt over alle kandidaten voor de aanvullende werving, en niet enkel over degene die kandidaat zijn voor een aanvullende werving voor een industriële hogeschool. Het is derhalve verkieslijk te verwijzen naar het vergelijkend toelatingsexamen "bedoeld in artikel 5".

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 2 van artikel 6.

Anderdeels moeten, gelet op de redactie die wordt voorgesteld voor paragraaf 2 van artikel 3, de verwijzingen naar 1°, 3° en 4° worden vervangen door verwijzingen naar 2°, 6° en 9°.

Artikel 8.

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt).

Het is niet gebruikelijk een gedeelte van een normatieve tekst tussen haakjes te plaatsen. De bepaling onder 2° moet bijgevolg als volgt worden geredigeerd :

"2° op 31 december van het jaar waarin de opleiding begint, ten hoogste 33 jaar oud zijn, 25 jaar voor de leerling bij het varend personeel van de luchtmacht of 28 jaar voor de leerling bij het varend personeel van de landmacht en de zeemacht;".

Gelet op de nieuwe redactie van artikel 3, schrijve men in 3° :

"3° voldoen aan de voorwaarden bepaald bij artikel 3, § 2, 6° en 9°;".

Paragraaf 2 (die het tweede lid wordt).

Er zij verwezen naar de opmerking bij artikel 3, § 3, tweede lid, van het ontwerp.

Artikel 9.

Paragraaf 1 (die het eerste lid wordt).

Het is niet gebruikelijk melding te maken van de wijzigingen die zijn aangebracht in de tekst waarnaar verwezen wordt. Derhalve behoren in 1° de woorden "gewijzigd bij de wetten van 30 juli 1955 en van 13 november 1974" te vervallen .

In dezelfde gedachtengang moeten de woorden "gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955" vervallen in artikel 12, § 2 (die het tweede lid wordt), artikel 15, § 2 (die het tweede lid wordt), artikel 18, § 2 (dat artikel 20 wordt) en artikel 21, § 2 (dat eveneens artikel 20 wordt).

Artikelen 10 en 11.

De toelating van de kandidaten tot de opleiding van officier lijkt automatisch te geschieden zodra zij voldoen aan de voorwaarden bepaald in hoofdstuk II, afdelingen I tot III, van het ontworpen besluit. Er zou dan ook naar het voorbeeld van artikel 12 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de werving, de opleiding en de bevordering van de kandidaat-beroepsofficieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen, beter worden bepaald dat de kandidaten die overeenkomstig de afdelingen I tot III van hoofdstuk II tot de opleiding van officier worden toegelaten, de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier verwerven op de datum waarop zij tot de opleiding worden toegelaten. Tevens zou men moeten preciseren dat de betrokkenen die hoedanigheid slechts kunnen verwerven indien zij inschrijven voor een dienstneming of een eerste wederdienstneming als kandidaat-beroepofficier.

Artikelen 12 tot 14.

Artikel 12, paragraaf 1 (die het eerste lid wordt), 1°.

Volgens de twee volzinnen die ingevoegd zijn na de bepaling onder 1°, kan de Minister aan het einde van de aanvangsopleiding de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier ontnemen aan degene die de onontbeerlijke lichamelijke en karakteriële hoedanigheden voor de staat van officier niet bezit.

.../...

Met de aldus aan de Minister verleende bevoegdheid gaat geen enkele waarborg gepaard, wat betreft de objectieve aard van de beoordeling van de lichamelijke en karakteriële hoedanigheden van de kandidaat.

De tekst zou in dat opzicht gepreciseerd moeten worden.

+

Voorgesteld wordt de artikelen 12, 13 en 14 als volgt te redigeren :

"Artikel 12.-

De opleidingscyclus voor de kandidaat-officieren die worden aangeworven voor een industriële hogeschool, omvat drie gedeelten :

1° een militaire basisopleiding;

2° de cursussen in een industriële hogeschool ... (voorts zoals in het ontwerp);

3° de cursussen "voortgezette opleiding".

Die opleidingscyclus wordt aangevuld met taalcursussen die voorbereiden tot de examens over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, bepaald bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger (met weglating van de woorden : gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955), en met militaire opleidingscursussen.

.../...

Artikel 13.-

De militaire basisopleiding moet het mogelijk maken te oordelen of de kandidaten de onontbeerlijke lichamelijke en karakteriële hoedanigheden voor de staat van officier bezitten.

Aan het einde van die opleiding ontneemt de Minister de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier aan degene die niet voldoet.

... (tekst in te voegen ingevolge de hierboven geformuleerde opmerking in verband met artikel 12, § 1, van het ontwerp).

Artikel 14.-

Met het oog op hun toelating tot het derde gedeelte van de opleidingscyclus, kiezen de kandidaten het korps waarvoor ze opgeleid zullen worden, in de volgorde van hun rangschikking in de examens bedoeld in artikel 12, eerste lid, 1° en 2°; van die volgorde kan de Minister van Landsverdediging evenwel, naar gelang van de behoeften van de krijgsmacht, afwijken wegens de militaire of technische opleiding van de betrokken kandidaten.

De opleidingscyclus wordt afgesloten met een vakexamen. Dat examen heeft betrekking op de kennis die de kandidaat tijdens zijn opleiding heeft opgedaan, met inbegrip van de cursussen voortgezette opleiding en de cursussen militaire opleiding, en heeft tot doel na te gaan of hij in staat is de functies van officier uit te oefenen.

.../...

Artikelen 15 en 16.

In overeenstemming met de gemachtigde officier wordt de volgende redactie voorgesteld :

"Artikel 15.-

De opleidingscyclus voor de kandidaten die worden aangeworven voor de hogere zeevaartschool omvat drie gedeelten :

1° de militaire basisopleiding bedoeld in artikel 12, eerste lid;

2° ... (zoals in artikel 15, § 1, 2°, van het ontwerp, maar met vervanging, in de Nederlandse tekst, van het woord "proeven" door het woord "examens");

3° de cursussen in de applicatieschool van de zeemacht.

Die opleidingscyclus wordt aangevuld met taalcursussen die voorbereiden tot de examens over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, bepaald bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger (met weglating dus van de woorden "gewijzigd bij de wet van 30 juli 1955"), en met militaire opleidingscursussen.

.../...

Artikel 16.-

De opleidingscursus wordt afgesloten met een vakexamen. Dat examen heeft betrekking op de kennis die de kandidaat tijdens zijn opleiding heeft opgedaan, met inbegrip van de cursussen in de applicatieschool van de zeemacht en de militaire opleidingscursussen, en heeft tot doel ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 17.

Er zij verwezen naar de opmerking bij artikel 3, § 3, tweede lid, van het ontwerp.

Artikelen 18 tot 21 (die de artikelen 17 tot 20 worden).

De gemachtigde officier is het ermee eens dat de volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 17.-

De opleidingscyclus van de kandidaat-beroepsofficieren van de bijzondere werving duurt twee jaren.

Met uitzondering van de opleiding van de kandidaat-dekofficieren van de zeemacht, bedoeld in artikel 19, omvat de opleiding van de kandidaat-beroepsofficieren van de bijzondere werving :

1° de militaire basisopleiding bedoeld in artikel 12, eerste lid, 1°;

.../...

2° de cursussen voortgezette opleiding in een officierenschool;

3° een stage in een eenheid.

Artikel 18.-

Met het oog op hun toelating tot het tweede gedeelte van de opleidingscyclus, kiezen de kandidaten het korps waarvoor ze opgeleid zullen worden, in de volgorde van hun rangschikking in de examens bedoeld in artikel 9, eerste lid, en in artikel 17, tweede lid, 1°; van die volgorde kan de Minister van Landsverdediging evenwel, naar gelang van de behoeften van de krijgsmacht, afwijken wegens de militaire of technische opleiding van de betrokken kandidaten.

De opleidingscyclus wordt afgesloten met een vakexamen. Dat examen heeft plaats na afloop van de stage en heeft betrekking op de kennis die de kandidaat tijdens zijn opleiding heeft opgedaan en ... (voorts zoals in artikel 20 van het ontwerp).

Artikel 19.-

De opleiding van de kandidaat-dekofficieren van de zeemacht van de bijzondere werving omvat de gedeelten bedoeld in artikel 15, eerste lid, 1° en 3°.

Hun opleiding wordt afgesloten met het vakexamen bedoeld in artikel 16.

Artikel 20.-

De opleiding van de kandidaat-beroepsofficieren van de bijzondere werving wordt aangevuld met taalcursussen die voorbereiden tot de examens over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, bepaald bij artikel 3 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger".

Artikel 22 (dat artikel 21 wordt).

Wat betreft de lichamelijke geschiktheid die vereist wordt van de dekofficieren, zij verwezen naar de algemene opmerking bij artikel 3, § 3, tweede lid.

Artikel 24 (dat artikel 22 wordt).

In de Nederlandse tekst schrijve men, in het tweede lid "vastgesteld" in plaats van "besloten" en in het derde lid "van de examencommissies voor het vakexamen" in plaats van "van de examenjury's voor het beroepsexamen".

Artikel 27 (dat artikel 26 wordt).

Paragraaf 1 (dat het eerste lid wordt).

1. Volgens die bepaling mag de kandidaat die niet slaagt, met toestemming van de chef van de generale staf, ofwel één opleidingsjaar ofwel het vakexamen overdoen.

.../...

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zou die toestemming alleen geweigerd worden in geval van nalatigheid van de kandidaat. Zulks zou in de tekst gepreciseerd moeten worden. Alleen op voorwaarde dat de bevoegdheid waarin die bepaling voorziet, op die wijze beperkt wordt, kan de opdracht ervan aan de chef van de generale staf aanvaard worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 28, § 1 (dat artikel 27, eerste lid, wordt).

2. De verwijzingen die voorkomen in de bepalingen onder 1° en 2° moeten worden aangepast aan de nieuwe redactie die de Raad van State heeft voorgesteld. Derhalve vervange men de woorden "§ 1" door de woorden "eerste lid".

Paragraaf 2.

De verwijzing naar de wet van 30 juli 1938 moet worden aangevuld met het opschrift van die wet, dat luidt als volgt : "betreffende het gebruik der talen bij het leger".

De opmerking geldt voor alle bepalingen van het ontwerp waar naar de genoemde wet wordt verwezen.

.../...

Artikel 28 (dat artikel 27 wordt).

In paragraaf 3, die het derde lid wordt, schrijve men : "In de gevallen bedoeld in het eerste en tweede lid, ...".

Artikel 32 (dat artikel 31 wordt).

In de Franse tekst schrijve men "entre eux" zonder koppelteken.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 35 (dat artikel 34 wordt).

Artikel 33 (dat artikel 32 wordt).

Aan het slot van het eerste lid schrijve men "de in artikel 12, eerste lid, 3°, bedoelde ...".

Artikel 36 (dat artikel 35 wordt).

Aan het slot van het eerste lid schrijve men "de in artikel 15, eerste lid, 3°, bedoelde ...".

In het tweede en in het derde lid schrijve men onderscheidenlijk "bepaald in de artikelen 26 en 28" en "bepaald in artikel 25".

.../...

Artikel 37 (dat artikel 36 wordt).

Gelet op de nieuwe redactie schrijve men in het eerste lid, 1° : "in artikel 17 of 19".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 38 (dat artikel 37 wordt), tweede lid.

Artikel 39 (dat artikel 38 wordt).

In paragraaf 1 (die het eerste lid wordt), 1°, schrijve men : "de militaire commissie voor geschiktheid en reform" en niet "een militaire commissie voor geschiktheid en reform", in navolging van artikel 16, § 2, van het koninklijk besluit van 28 augustus 1981 betreffende de medische geschiktheidscriteria en de medische onderzoeken voor toelating tot de actieve kaders van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst, dat verwijst naar het advies van de militaire commissie voor geschiktheid en reform, ongeacht of dat advies wordt verstrekt door de militaire commissie voor geschiktheid en reform, zitting houdend in eerste aanleg, dan wel door de commissie van beroep.

Artikel 42.

Aangezien het artikel handelt over een aangelegenheid die niets uitstaande heeft met die van het ontwerp, zou het in een afzonderlijk besluit moeten staan.

Artikel 44 (dat artikel 42 wordt).

Het artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Het koninklijk besluit van 17 december 1963 betreffende de werving en de opleiding, langs het kader, van de kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht, blijft van toepassing op de kandidaat-beroepsofficieren die erkend zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit".

SLOTOPMERKING.

Het ontworpen koninklijk besluit zal eventueel op zodanige wijze moeten worden aangevuld dat ook rekening wordt gehouden met de opmerkingen die de Raad van State heeft gemaakt in het advies dat hij heden onder het nr. 18.775/9 verstrekt over het ontwerp van ministerieel besluit betreffende de werving en de vorming van kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

La chambre était composée de

Messieurs : P. FINCOEUR, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par Mme S. GUFFENS, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. S. GUFFENS, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. FINCOEUR.